

Discours d'Emmanuel Macron, Président de la République

« Produire en France les médicaments essentiels »

Le 13 juin 2023 en Ardèche,

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Monsieur le Président du Conseil départemental,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Président du Groupe Aguetant,

Monsieur le Directeur,

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Mesdames et Messieurs,

Merci beaucoup d'abord de nous accueillir sur ce site de production, au cœur d'une entreprise familiale centenaire dans laquelle on investit massivement ces dernières années, ce dont nous nous félicitons. Et nous continuerons de vous accompagner comme nous l'avons fait ces dernières années. Je voulais ici vous le dire avec beaucoup de force.

En effet, les années que nous venons de traverser - et je veux ici replacer ce que nous venons de voir ensemble - les choix qui ont été pris et ce que notre pays, ce que notre nation, ce que nos nations ont vécu avec la crise Covid, c'est qu'au fond nous avons fait l'expérience de la dépendance, tous collectivement. On a pris collectivement conscience de cette dépendance industrielle, qui n'est jamais bonne en général, et qui est encore moins compréhensible et acceptable par nos compatriotes quand elle touche la santé et les médicaments.

Cette dépendance est particulièrement marquée vis-à-vis des importations extra européennes. 60 à 80 % des API sont produits en Asie et 40 % des médicaments commercialisés dans l'Union européenne sont importés. C'est ça la réalité des chiffres.

Alors, dès 2020, nous avons décidé de réagir en Europe et tout particulièrement en France. Et vous en êtes la parfaite illustration avec France Relance puis France 2030. Toute la filière,

notamment les grands projets industriels et ceux de votre laboratoire, ont été accompagnés et ont permis justement de relocaliser, de développer des chaînes de production.

C'est le développement de cette produit l'ajout d'une ligne de seringue pré remplie sur le site de Champagne et d'une ligne de fabrication d'ampoules sur le site de Gerland. Et bientôt l'ajout d'une ligne de production à haute cadence permettant un quadruplement des capacités de l'entreprise pour la production des médicaments en flacons et le développement de nouveaux médicaments d'urgence et de réanimation prêts à l'emploi.

Vous avez ouvert un nouveau site à Gerland, crée de nouvelles lignes de production ici en Champagne. Et aujourd'hui, en plus de servir le marché français, vous exportez dans une centaine de pays. Vous me citez les chiffres : Les développements des années, des trois dernières années et des années à venir sont extrêmement impressionnants à cet égard. Et en plus, je veux ici redire que vous avez participé, aux côtés des ministres, au sauvetage de l'entreprise Carlyle avec l'entreprise Delpharm, et cette reprise permettra de pérenniser la production française de poche de perfusion de paracétamol avec le soutien financier de l'État. Mais encore fallait-il avoir des acteurs industriels pour prendre ce risque.

Tout ça pour dire que nous sommes ici dans une entreprise qui illustre la pertinence de ces dispositifs d'aide. Le réveil collectif du besoin de recréer de l'indépendance industrielle dans le domaine du médicament et des traitements, des sauvetages d'entreprises du secteur et qui est un modèle pour nos ETI industrielles que nous voulons continuer de développer.

En effet, tout le défi, et nous l'avons rappelé ces dernières semaines, les trois batailles qui pour moi se rejoignent et sont essentielles :

- ✓ Réindustrialiser,
- ✓ Regagner en souveraineté
- ✓ Décarboner.

Vous avez d'ailleurs très bien décrit, pourquoi pendant des années, on a laissé de la production dans votre secteur se délocaliser ? parce qu'il n'avait pas assez de rendement en France, parce qu'il y avait eu des politiques qui n'étaient pas toujours cohérentes et parce qu'on a laissé certaines parties de notre industrie qui étaient plus polluantes, qui étaient moins adaptées aux choix collectifs, qui parfois étaient moins rentables, aller se faire ailleurs.

Là, on décide de retrouver de la souveraineté industrielle, en particulier en matière pharmaceutique. Ce faisant, on recrée des emplois industriels. Vous êtes déjà passés de 90 à 140 salariés et vous allez continuer de vous développer.

On fait de la décarbonation parce que le conditionnement en seringue qu'on a vu tout à l'heure permet d'économiser énormément. C'est-à-dire que ce sont des conditionnements plus respectueux de l'environnement, ça évite, ça réduit de la chaîne logistique, ça permet d'éviter le gaspillage et c'est à cette condition qu'on redevient justement rentable et on regagne en souveraineté industrielle sur le médicament.

Souveraineté, réindustrialisation, bataille pour le climat et décarbonation. Ce triptyque, c'est celui que nous poursuivons dans tous les secteurs, avec des choix macro-économiques et sectoriels que nous avons fait ces dernières années, qui fait que notre pays avait détruit – dans les 15 premières années de notre siècle - 1 million d'emplois dans le domaine industriel.

Depuis 2017, on a recréé 1 700 000 emplois. Et on a dans l'industrie *stricto sensu* déjà au moins recréé 80 000 emplois. Là où nous avons entre 2008 et 2016 - à cause du choc de la crise - perdu 600 usines, dont 60 dans votre région, notamment dans le secteur de la santé. Nous sommes passés du premier au cinquième rang européen. On a rattrapé le retard quasiment pour moitié, on en a recréé plus de 300 en net.

La réindustrialisation, ce n'est pas un concept. Elle est à l'œuvre parce qu'on a fait des réformes, parce qu'on a fait des choix collectifs, parce qu'on a décidé d'investir et qu'on a montré qu'il n'y avait pas de fatalité. Simplement, on ne recrée pas la même industrie qu'hier. On décide de créer une industrie à plus haute valeur ajoutée, plus décarbonée. Et c'est à ce prix, avec cette clarté stratégique, qu'on peut réussir à atteindre nos objectifs. Ce qui fait que le chômage a reculé, qu'on n'a jamais eu autant d'apprentis, qu'on n'a jamais eu un chômage aussi bas pour les jeunes en même temps qu'une telle participation au marché du travail et que nous sommes, pour la quatrième année consécutive, la première destination des investissements étrangers.

Ce paysage macroéconomique est tout particulièrement vrai dans le secteur pharmaceutique. **Le domaine des médicaments est peut-être l'un des plus spectaculaires en matière de souveraineté, parce que c'est l'un des secteurs pour lequel la perte de souveraineté est la plus intolérable à déléguer à d'autres le soin de produire les médicaments essentiels dans un monde qui se fragmente.** C'est une impasse. On l'a vécue en cas de crise sanitaire. On pourrait être amené à le revivre et il nous faut redoubler d'efforts.

Alors redoubler d'efforts, c'est d'abord innover dans les écosystèmes. C'est le sens des investissements dans la recherche et l'innovation que nous avons décidés avec la loi de programmation pour la recherche qui a été passée dans le premier quinquennat, avec France 2030 et plus de 50 milliards d'investissements, et avec la dizaine de nouveaux IHU et bio-clusters dans toute la France que j'ai annoncé il y a quelques semaines à l'Institut Curie. Grâce à cela, nous allons pouvoir développer en France de nouvelles thérapies : allant des thérapies ARN messenger aux anticancéreux. Pour les médicaments les plus innovants, c'est tout le sens des mesures d'accès direct qui sont au cœur de la stratégie innovation santé que nous avons préparée grâce à vous tous.

Avoir une stratégie d'innovation forte, y mettre les moyens, simplifier, accélérer nos dispositifs et puis garder ce qui est une force française : conserver un accès pour tous aux médicaments classiques, historiques, mais aussi les médicaments les plus récents, parfois même en cours de développement. Nous voulons qu'il y ait cet accès pour tous.

À côté de cette innovation dans les écosystèmes en matière de médicaments, on a décidé de relocaliser des médicaments critiques, relocaliser la production de certains médicaments les

plus stratégiques. C'est pour cela que nous avons, dès 2018 et encore plus avec la crise Covid, lancé des actions massives. Je me suis engagé fortement sur ce sujet lors de la dernière campagne présidentielle. Avec France Relance, nous avons massivement renforcé nos chaînes d'approvisionnement. Ce sont ainsi plus de 100 projets portant sur des médicaments et des vaccins et concourant au renforcement de la chaîne de valeur de médicaments qui ont été soutenus : allant des tests de diagnostic in vitro à la chaîne de valeur des vaccins pour permettre à la France d'assurer le remplissage de 660 millions de doses supplémentaires par an, avec là encore de vrais résultats. Je veux remercier tous les industriels du secteur qui ont participé :

- La relocalisation de la production du principe actif du paracétamol en France par Sequens, la production de masques ou encore de médicaments à partir de plasma sanguin à Arras.
- Ipsen qui investit 40 millions d'euros sur le site de Signes dans le Var pour relocaliser la production d'anticancéreux,
- Pierre Fabre qui relocalise toute la chaîne de production depuis le principe actif jusqu'au packaging (braftovi, mektovi),
- Sanofi qui fait le choix de la France pour y implanter de nouvelles capacités et savoirs faire à Neuville, Marcy ou Sisteron et beaucoup d'autres.

Cette dynamique est lancée et donc cette politique d'innovation, de relocalisation fonctionne. Elle fait venir des investisseurs étrangers du secteur pharmaceutique. C'est ce qu'a très bien montré encore Choose France il y a quelques semaines. Mais ils ne viennent que parce qu'ils voient des acteurs français et historiques, des nouveaux acteurs se développer et porter des projets partout sur le territoire. C'est ce qui a convaincu l'Américain Pfizer d'investir 500 millions d'euros supplémentaires en R&D production par an. C'est l'Italien Chiesi à Chaussée-Saint-Victor pour produire la future génération de dispositifs inhaler à plus faible empreinte carbone. Le Danois Novo Nordisk à Chartes, le britannique GSK ou encore AstraZeneca il y a quelques années.

Tout ça renforce le soutien de nos historiques de la pharmacie, ceux du G5 Pharma et leurs 53 usines qui représentent 20 000 collaborateurs et 1 milliard d'euros d'investissements industriels chaque année. Et ce sont également toutes les outils dont Aguetant, CDMO et d'autres du secteur que nous avons découvert parfois pendant la crise du Covid et qui nous aide à produire ces vaccins Delpharm, Fareva, ... Et elle permet aussi de consolider la dynamique de start-up de la biotech et de la med-tech qui se développe : DNA-Script, Lifen, Osivax, TreeFrog, ImCheck, ...

Je ne suis pas de ceux qui opposent les start-ups aux outils ou aux grands groupes. C'est un continuum que nous avons besoin de renforcer, d'accélérer les innovations parce que les uns les autres se nourrissent. Et donc nous avons réussi cette phase, de rattrapage parfois d'ailleurs, de prise d'avance dans certains segments.

Maintenant, il nous faut aller plus loin, et c'est ce que je suis venu vous dire aujourd'hui. Alors, d'abord, en termes d'innovation, en accélérant, c'est tout le sens des IHU et bio-cluster, qui vont conduire à un investissement public-privé inédit et qui sont une phase d'accélération massive sur tout le territoire. Je compte vraiment sur tous les industriels du secteur pour y investir massivement. Je crois que nous avons toutes les grandes verticales d'avenir qui y sont représentées.

Avec l'Agence Innovation Santé, en développant aussi l'accompagnement des startups innovantes, en simplifiant les essais cliniques, en massifiant l'achat innovant de technologie. Au-delà des investissements, on doit continuer à améliorer notre écosystème, aller beaucoup plus vite : sur les autorisations, sur les phases pré-cliniques, les phases cliniques et les phases de développement ; afin de permettre d'avoir un écosystème beaucoup plus coopératif entre les innovateurs, le développement industriel et les régulateurs. J'ai passé des commandes très claires avec un horizon six mois.

Ensuite, il faut développer des médicaments innovants en France pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés de 20 bio-médicaments en France. Nous en avons déjà cinq aujourd'hui et une vingtaine en essais cliniques. On peut tout à fait atteindre ce résultat. Mais il faut continuer d'avancer, et encore accélérer.

Puis la question des relocalisations. La dynamique est lancée dans une phase défensive mais maintenant on doit systématiser les choses. **Nous allons stabiliser une liste unique de médicaments essentiels pour traiter nos concitoyens qu'on évalue selon les risques de tension et qu'on établisse un système de surveillance de ces produits et des mesures de gestion du risque, et que l'ANSM puisse prendre des sanctions si les mesures réglementaires ne sont pas respectées.** Cette liste sera évolutive et détaillée cet après-midi par le ministre. Elle compte 450 médicaments. C'est une liste qui est déjà très importante parce qu'elle va concentrer nos efforts. C'est une première étape importante visant à l'accomplissement de notre objectif de sécurisation des chaînes d'approvisionnement de ces molécules au niveau français et européen. Et au fond, pour ces 450 médicaments déjà identifiés, on se dit on n'a pas le droit d'avoir de faiblesse. **Dans les mois, les années qui viennent, on doit absolument sécuriser sur ces 450 médicaments nos chaînes, soit en relocalisant totalement, soit en diversifiant et en continuant d'innover.**

Sur une partie des produits sur lesquels on identifie un besoin de renforcer nos sources d'approvisionnement. On doit absolument continuer de relocaliser la matière première ou le produit fini, parfois les deux pour sécuriser l'approvisionnement en stocks du territoire. Au sein de ces 450, il y a une liste cœur dans laquelle la diversification ne suffit pas, même doubler nos chaînes d'approvisionnement ne suffit pas, il faut relocaliser. Nous avons décidé d'accélérer et dans les semaines à venir. Je vous annonce que sur la cinquantaine des premiers médicaments essentiels pour lesquels notre dépendance aux importations extra européennes est avérée : la moitié de ces médicaments verront leur production relocaliser ou augmenter significativement sur le territoire national.

Dans les prochaines semaines, on va finaliser les plans, les annonces et les investissements pour totalement relocaliser la chaîne.

Huit nouveaux projets de relocalisation avec chacun plusieurs molécules sont soutenus par l'État via France 2030 et vont être lancées, représentant un investissement total de plus de 160 millions d'euros.

C'est ce que vous avez déjà commencé sur les lignes et il va être systématisé :

- L'intégralité de la chaîne de valeur du midazolam, qui est essentielle pour nos produits d'anesthésie, réanimation sera ainsi relocalisé des intrants aux produits finis.
- Le principe actif, un curare utilisé en soins intensifs, qui a été en forte tension pendant la crise, sera également complètement relocalisé. La production du produit fini de ce médicament ayant déjà été relocalisé dans le cadre de France relance. Là, on va complètement relocaliser justement les principes actifs.
- On renforce également les capacités de production françaises du principe actif et du produit fini de la morphine
- Dans un contexte de tension importante sur l'amoxicilline pédiatrique l'hiver passé, l'État accompagne le renforcement des capacités du site français qui est produit à Mayenne chez GSK
- Nous relocalisons aussi la production de six anticancéreux.

L'intégralité des industriels qui sont soutenus dans le cadre de ce plan prennent des engagements conséquents en matière de sécurité d'approvisionnement pour les produits dont la production est ainsi relocalisée et renforcée. Ce qui nous permet aussi de pouvoir tenir ses engagements à l'égard de nos hôpitaux, de nos professionnels de santé et de nos compatriotes. Ces projets, de manière très concrète, nous permettent de renforcer notre sécurité sanitaire, d'anticiper, de limiter les tensions et risques d'approvisionnement, ils manifestent aussi une nouvelle donne que nous avons lancée dès 2018, partenariale entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique.

Je veux vraiment ici remercier tous les industriels qui y sont impliqués GSK, Sequens, Euro API, Interior, Skyepharma, Benta Lyon et Ethypharm, Aguetant qui s'engagent avec nous dans cette nouvelle dynamique, au-delà des industriels déjà précédemment cités

Pour pérenniser ce partenariat nouveau, un guichet dédié à la relocalisation des médicaments essentiels sera lancé dans les tous prochains jours. Il permettra de soutenir les projets d'extension de capacité ou de relocalisation pour aller beaucoup plus vite et de manière beaucoup plus simple. Il financera la mise au point de procédés de production innovants et décarbonés pour tous ces médicaments, ce qui permet aussi de renforcer notre compétitivité. Une première enveloppe de 50 millions d'euros permettra de soutenir les premiers projets, au-delà de ceux que j'ai déjà annoncé.

Cela veut dire que nous souhaitons également pouvoir payer le juste prix de certains médicaments lorsque c'est la condition indispensable pour garantir une production

française. Je sais que des travaux sont en train d'être terminés sur ce point, et je le dis ici, le médicament n'est pas la variable d'ajustement de nos budgets de santé. Il faut être cohérent. On veut du sérieux pour nos compatriotes et donc il faut du contrôle.

Mais on veut aussi donner de la visibilité et avoir une politique industrielle. Pour le faire, il faut pouvoir payer pour l'innovation, payer pour relocaliser et aussi avoir tous un juste prix qui permet - dans la durée, en donnant de la visibilité - d'avoir le tissu industriel qui doit redevenir le nôtre. C'est le coût à payer pour redevenir indépendant. C'est la cohérence de notre politique. Il en va de même pour la pharmacie comme pour notre alimentation. Si on fait croire aux gens que plus rien n'a de prix et que plus rien n'a de coût, il n'y a plus de gens qui produisent chez nous. On décide à ce moment-là de casser le tissu industriel. Non. Il faut être cohérent et donc il faut avoir une politique de sérieux, de long terme, d'investissement, d'accompagnement, une politique de l'offre et de la demande. Le prix, nous continuerons à le payer avec clarté.

Enfin, nous devons également porter cette ambition de relocalisation et de renforcement des capacités de production au niveau européen. C'est ce que nous avons lancé dès la crise, la France étant membre coordinateur du PIEEC Santé, projet européen dont l'un des axes vise à innover pour rendre plus compétitive et plus verte la production de médicaments sur les sites productifs européens.

Je pense au projet porté dans ce cadre par Euro API, qui prévoit d'augmenter les capacités de production de plusieurs principes actifs sur lesquels nous sommes très dépendants d'importations asiatiques par des procédés qui sont innovants et décarbonés. L

Le paquet pharmaceutique proposé aussi récemment par la Commission européenne devra nous aider à renforcer notre résilience commune, comme nous l'avons fait avec l'instrument HERA. Je le dis très clairement, il faut que nous, Européens, soyons très cohérents : nous devons d'abord être cohérents en matière de propriété intellectuelle :

- Oui, il faut être exigeant en cas de crise, quand il y a des choix de fermeture de certains marchés comme on a pu le vivre pendant la crise Covid.
- Mais non, **on ne peut pas fragiliser l'attractivité de l'Europe en menaçant le cadre et la stabilité de la propriété intellectuelle et en la rendant moins attractif que les Etats-Unis ou d'autres.**

Donc, nous devons être compétitifs, donner un cadre stable, visible, lisible à tous les industriels européens et non-européens qui veulent développer chez nous.

Mais on doit aussi définir et soutenir en Européens une ambition et des objectifs chiffrés pour la production sur notre sol des médicaments essentiels pour conjuguer les efforts des États membres afin de renforcer la compétitivité de nos entreprises du médicament et réduire les tensions d'approvisionnement.

Je souhaite soutenir l'initiative prise par la Belgique d'un Critical Medicine Act permettant d'identifier les éléments critiques du secteur, d'y investir et d'avoir une politique d'aide pertinente, comme nous l'avons fait sur les matières critiques européennes. Sur ces matières critiques, on a décidé sur des métaux rares d'avoir une politique de développement de notre souveraineté, de reconquérir des parcs. Il faut le faire sur la même les segments qui sont clés en termes justement de pharmacie.

Enfin, et je terminerai sur ce point, il nous faudra continuer de faire front sur la question des pénuries. Tout ce que je viens de dire vise à ne plus avoir dans la durée de pénurie de médicaments comme on a pu le vivre. C'est un sujet qui est très complexe, qui est multifactoriel, qui n'est et qui ne peut pas être que franco- français. Et la réponse structurelle, c'est de repenser nos chaînes de production, de recréer de là de la résilience et de relocaliser certaines parties, d'innover davantage chez nous pour plus produire et faire la recherche chez nous. Mais on sait qu'on aura de toute façon encore des situations d'urgence dans les prochains mois, les prochaines années. Donc il faut y parer en faisant le bilan de l'hiver que nous venons de passer concernant le paracétamol, l'amoxicilline. Nous avons agi très tôt grâce à un système d'alerte et de surveillance et un bon dialogue. Mais nous savons malgré tout qu'on a une situation difficile.

Il faut aller plus loin. D'abord, en renforçant encore plus qu'on a commencé à le faire la prévention. Meilleur moyen de ne pas dépendre de certaines de certains produits, c'est d'avoir une bonne politique de prévention. On va continuer de le développer. Il ne faut pas lâcher. Notre prévention de base, c'est la prévention dès l'école, ce sont les diagnostics réguliers, ce sont les gestes du quotidien qu'on a appris pendant le Covid et qu'on a un peu relâchés, tout ce qui permet justement d'avoir une politique de prévention très simple, qui n'a aucun coût pour notre sécurité sociale. C'est une question de civisme et d'éducation collective, mais c'est ce qui permet de prévenir des pics épidémiques et de réduire notre consommation de médicaments. Je le dis, ça peut paraître un truisme, mais c'est essentiel : ça fait moins de malade et ça fait moins de coûts pour la Sécurité sociale.

Ensuite, c'est évidemment la politique de vaccination qu'on va continuer de développer. Je pense au Covid, à la grippe, à la bronchiolite chez les nourrissons. On va continuer d'avancer avec tous les acteurs du secteur. Sur ce dernier point, on a même décidé, sous réserve de la validation de l'efficacité de médicaments par la Haute Autorité de santé, de faire des pré commandes. Mais c'est une politique de prévention. La vaccination va continuer d'avancer sur ce point parce qu'elle évite de la consommation de médicaments.

Ensuite, lorsque nous sommes malades, il faut une utilisation plus raisonnable des médicaments. Ces produits sont des biens précieux et donc. Nous devons avoir une politique là aussi responsable. Dans un cas sur deux, nous savons que, par exemple, les antibiotiques prescrits en ville sont utilisés à tort pour continuer d'avoir une politique de sérieux. Sur ce point, il s'agit d'un enjeu sanitaire autant qu'économique et que capacitaire :

- Capacitaire parce que quand il est prescrit, utilisé à tort, il prive, s'il y a de la rareté, du bon usage
- Économique, parce que ça veut dire qu'on rembourse à tort des antibiotiques qui sont mal utilisés
- Sanitaires parce que ça développe de l'antibiorésistance qui est une question majeure, majeure pour les années à venir. Et je le dis avec beaucoup de gravité, c'est un sujet dont nous nous saisissons. La recherche a déjà commencé, mais nous continuerons d'y investir parce que dans à peu près tous les pays développés, vous verrez que les grandes pandémies que nous aurons et les grandes difficultés sanitaires seront très souvent liées aux antibio -résistances ou justement aux mécanismes de résistance et de mutation que nous avons développé à cause d'un mauvais usage des médicaments.

La France n'est pas exemplaire sur ce point. Donc on doit continuer le travail et j'attendrais des mesures ambitieuses dans le cadre de la feuille de route du ministre de la Santé et de la prévention sur ce point, pour qu'on puisse déployer dès l'hiver prochain des politiques très rigoureuses.

Avec également, un plan de gestion des épidémies hivernal pour s'assurer de ne pas manquer de médicaments et donc regarder les stocks disponibles dans toutes les spécialités. Et là aussi, nous devons être capables de payer le juste prix pour les médicaments essentiels qui sont clé en matière pédiatrique en particulier, et négocier des approvisionnements supplémentaires pour le territoire national en fonction justement des plans qui seront définis.

Pour les cas les plus critiques, un plan blanc du médicament activable en cas de crise majeure sera développé comme on sait le faire pour nos structures. Il faut le faire de la même manière pour les médicaments, pour éviter le pire.

C'est toute une politique de gestion, de prévention, d'anticipation et de gestion de crise en termes de médicaments que nous avons développé parce que malgré tout ce qu'on est en train de faire et qu'on accélère en termes de relocalisation, On sait qu'on aura malgré tout des difficultés dans les mois et les années qui viennent.

Pour permettre à tout le système de travailler en bonne articulation. Nous allons aussi œuvrer à une meilleure information de tous les acteurs de la chaîne les patients, les médecins, les pharmaciens, les grossistes et une meilleure répartition des livraisons en utilisant les données existantes et des actions de renforcement de la transparence pour privilégier la prescription de médicaments qui ne sont pas en tension et permettent là-dessus très vite d'avoir une information de tous et de bien réorienter les choses.

Travailler avec les pharmaciens pour anticiper les tensions, mieux informer les patients et avoir justement une politique très coopérative et très partenariale et mieux partager les données sur l'ensemble de la chaîne logistique pour optimiser la production et la distribution des médicaments avec les industriels, les grossistes et les pharmaciens.



Ce changement nécessite, vous l'avez compris, une prise de conscience collective, une mobilisation de tous, notamment des professionnels de santé, que je veux ici saluer et remercier pour tous leurs efforts, mais avec lesquels nous allons continuer d'œuvrer sur chacun de ces points.

Je crois que cet effort à la fois d'une meilleure prévention, d'une meilleure utilisation, d'une meilleure organisation est absolument essentiel. Et je compte sur tous pour construire et lancer des évolutions nécessaires dans les mois et les années qui viennent.

Mesdames et Messieurs, ce que je voulais aujourd'hui détailler devant vous. Vous le voyez, cette réindustrialisation est en marche et en particulier dans le secteur pharmaceutique. Et cette relocalisation dont on a tant parlé, montre que nous avons inversé le sens de l'histoire tous ensemble ces dernières années, là où pendant des décennies, on pensait que les délocalisations étaient en quelque sorte pas simplement une fatalité, mais le destin industriel français.

Nous montrons que partout et partout sur le territoire français, c'est le maire, vous pouvez en témoigner, nous relocalisons parfois des choses que nous avons arrêtées parce que nous investissons, nous réformons.

Parce que nous faisons des choix collectifs, publics et privés pertinents pour retrouver de la souveraineté, réindustrialiser et décarboner notre économie.

C'est ce qui nous permettra d'avoir une santé plus forte, une industrie plus forte et, je le crois très profondément, un pays plus fort.

Je vous remercie.

Pour en savoir plus : [lien vers la vidéo](#)